

Information et mouvement social

Entretien avec Alain Accardo

Alain Accardo est sociologue. Il a longuement travaillé sur le journalisme. Il est notamment l'auteur de : Le petit-bourgeois gentilhomme; La moyennisation de la société (2003) ; De notre servitude involontaire; Lettre à mes camarades de gauche (2001) ; Introduction à une sociologie critique; Lire Bourdieu (1997) ; Journalistes au quotidien; Socioanalyse des pratiques journalistiques (avec G.Abou, G.Balbastre, D.Marine, 1995) ; Journalistes précaires (idem, 1998). Cet entretien a été publié dans le journal A Gauche.

Q.1 - Que pensez-vous du traitement du mouvement social actuel (mai-juin 2003) par la presse ?

R. - Je ne peux pas répondre en toute rigueur à cette question faute de m'être livré au cours de cette dernière période à une étude méthodique de la couverture du mouvement social par l'ensemble des médias. Je ne peux donner que des impressions raisonnées fondées d'une part sur ma pratique personnelle quotidienne des différents médias de presse, d'autre part sur ma connaissance du champ journalistique et du travail d'information. Au demeurant, quand on sait que toutes les rédactions ont pour source d'information essentielle (quand ce n'est pas exclusive) les mêmes dépêches d'agences (et tout particulièrement le fil AFP) qu'on se contente bien souvent de restituer à l'antenne ; que quelques grands quotidiens de la presse écrite nationale, et spécialement le journal Le Monde, donnent le « La » à l'orchestre médiatique et sont systématiquement pillés et copiés par les responsables des infos de radio et de télé ; que du fait de l'audimat et de la concurrence féroce, les différentes chaînes et stations se « marquent à la culotte » et se copient les unes les autres ; quand donc on connaît ces aspects structurels du travail de la presse, on est en droit de considérer qu'il suffit de lire, entendre et voir chaque jour la production de quelques-uns des médias les plus réputés, pour avoir une assez bonne idée de la tendance dominante du traitement dont un problème donné fait l'objet.

Sur cette base-là, je crois pouvoir dire qu'au cours de ce mouvement social, le travail d'information des médias dominants n'a, malheureusement, pas été sensiblement différent de ce qu'il est habituellement en matière d'actualité sociale. Bien entendu, étant donné l'ampleur et la force du mouvement, l'importance des revendications et des enjeux qu'il comportait et la crainte qu'il a suscitée dans les milieux dirigeants et patronaux, la presse a consacré plus de place et de temps à cette actualité très chaude. En conséquence nous avons eu droit à beaucoup d'images, de sons et de commentaires, qui permettent de dire qu'en volume la quantité d'information de presse a été considérable. Et puis il y a eu sans doute, sous-jacente à la vision journalistique des événements, la volonté de ne pas tomber dans le criant excès de partialité qui avait marqué la couverture du mouvement de décembre 95 et qui avait provoqué de vives critiques, exactement comme le souvenir honteux de la démission journalistique lors de la Guerre du Golfe a conduit dernièrement les rédactions à faire un effort, à propos de l'invasion de l'Irak, pour ne pas se laisser manipuler purement et simplement par les services de communication américains.

Mais les fluctuations et les nuances du travail de la presse, d'une situation à l'autre, ne sauraient faire illusion. Les rédactions ont beau prendre des précautions pour préserver leur crédibilité en évitant de prendre trop ouvertement parti, et en l'occurrence - marketing oblige - de prendre le risque d'aller trop brutalement contre le soutien d'un large public aux grévistes, les entreprises de presse, publiques comme privées, ont été une fois de plus fidèles à leur raison d'être fondamentale : assurer la défense du système du point de vue idéologico-politique. Je ne parle pas bien sûr des petits producteurs de presse indépendants qui ont, ici ou là, le courage et le mérite de continuer à résister et à essayer de faire une information différente. Mais ils sont trop peu nombreux et trop faibles pour toucher un vaste public. L'information de masse c'est celle que font les grands médias, avec la supériorité écrasante de l'audio-visuel. Et ces appareils d'information-là, énormes et performants, non seulement sont la propriété de grands groupes capitalistes, mais encore sont professionnellement tenus en mains par une corporation journalistique acquise très majoritairement au système, et dont la fraction d'encadrement, celle qui occupe les postes de responsabilité et de direction, vit en symbiose avec le pouvoir économique et politique. Du fait de leurs origines sociales, de leur mode de recrutement, de leur formation et de l'atmosphère propre aux salles de rédaction, la plupart des journalistes sont enclins, à des degrés divers, à se comporter comme des gardiens de l'ordre établi. Sauf exception, on ne peut faire dans ce métier une carrière gratifiante et devenir « un(e) grand(e) professionnel(le) », si on est trop critique ou contestataire vis-à-vis du système. Je dis bien du système et pas du gouvernement, même si en pratique l'adhésion idéologico-politique au système capitaliste conduit à soutenir les gouvernements (même « de gauche ») qui mènent des politiques néo-libérales plus ou moins brutalement anti-sociales.

Et on a vu une fois de plus, dans cette dernière période, de quel côté allait la faveur des médias. Ils n'ont cessé de « servir la soupe » à Raffarin et à ses ministres. Evidemment, les professionnels des médias sont, en général, trop expérimentés, trop habiles, pour biaiser grossièrement, cyniquement, l'information qu'ils fabriquent. Tout l'art de la propagande et de la manipulation est de donner l'apparence de la neutralité tout en privilégiant un des camps en présence. Il faut bien voir qu'en matière de représentation de la réalité, il y a des effets performatifs constants du discours verbal ou iconique, c'est-à-dire que le simple fait de nommer ou non les choses, de les montrer ainsi ou autrement, a des effets non seulement sur leur sens mais sur leur existence même et que par exemple parler sans cesse de « ras-le-bol des usagers », ou d'« effritement » du mouvement, comme si c'était un fait objectivement établi finit par contribuer effectivement au ras-le-bol et à l'effritement. Tout dans l'information est affaire de présentation, de titrage, de montage, de vocabulaire, d'accentuation, de jeu sur la pédale douce ou forte, de silences ou d'oublis ponctuels, de distorsions subtiles. Une fois de plus on a vu et entendu s'exprimer l'hostilité quasi congénitale des journalistes envers le service public et leur hargne contre les fonctionnaires, dont ils entretiennent, en toute occasion, l'image de privilégiés paresseux accrochés à leurs « acquis », incapables de comprendre les « nécessaires évolutions » et qui « prennent les usagers en otages ». Il m'a semblé pourtant que cette fois-ci l'humeur anti-syndicale était moins vive que précédemment : les stratèges des directions de l'information ont manifestement compris que l'évolution actuelle des grandes centrales, dans le sillage de la gauche de gouvernement, vers le syndicalisme réformiste d'accompagnement et de co-gestion, devait être confortée et célébrée et qu'il fallait aider ces raisonnables dirigeants syndicaux à se montrer de moins en moins offensifs et à rejoindre l'exemplaire Chérèque. Les médias ont donc réservé leur réprobation à tous ces grévistes de base indociles qui semblaient échapper dangereusement au contrôle des directions si modérées et « responsables ». Et je crains que les enseignants, pourtant plutôt en pointe, n'aient fini par céder à la pression médiatique, efficacement culpabilisante, visant à présenter d'avance, conformément à la propagande gouvernementale, toute perturbation des examens comme un abominable et impardonnable tort causé aux élèves et à la nation, sans commune mesure bien sûr avec les dommages causés à ces mêmes futurs salariés par la réforme des retraites et la politique réactionnaire de Raffarin tant sur le plan de la formation que sur celui de l'emploi. D'une façon plus générale, il faudrait réfléchir, à gauche, au fait, lourd de conséquences, que les travailleurs en lutte sont désormais obsédés par la représentation médiatique de leur mouvement. Cette obsession, dont on comprend bien les raisons, a pour effet que la lutte est en grande partie pilotée, directement ou indirectement, non pas tant par des convictions bien arrêtées et par des analyses bien claires, que par la représentation intéressée, plus ou moins mensongère et trafiquée, qui en est renvoyée par le miroir déformant des médias. La « bataille de l'opinion » est sans doute une dimension inévitable de toute lutte d'envergure, mais elle ne doit pas altérer la nature ni la portée des revendications et des actions pour lesquelles on se mobilise, sous peine de s'exposer à la manipulation et même à l'automanipulation. Celle-ci commence avec le fait de réduire l'opinion publique à l'opinion des médias.

On se fait encore beaucoup trop d'illusions sur le monde journalistique. Il est aujourd'hui un des plus solides remparts du capitalisme mondialiste. Un journaliste n'est pas nécessairement un individu corrompu, vendu au pouvoir de l'Argent. Je considère même personnellement que les journalistes sont majoritairement des gens honnêtes et sincères. Mais ils sont honnêtement et sincèrement du côté du manche, du pouvoir, des puissants, ils sont des partisans de l'ordre établi même s'il leur arrive d'en critiquer modérément certains aspects. Ils trouvent la société dans laquelle nous vivons plutôt bien faite et agréable dans l'ensemble. Et il est significatif qu'une fois encore, ils n'aient pris, à l'exception de quelques débrayages sporadiques très limités (et à la différence des techniciens de l'info), pratiquement aucune part à la lutte de la masse des salariés, alors même qu'une bonne partie des journalistes est constituée de salariés modestes dont l'avenir est aussi mal assuré que le présent. Par conséquent il est vain de compter sur un soutien de la presse et singulièrement de son encadrement, aux actions de grande envergure entreprises par le monde du travail. Sociologiquement cet appui est aussi improbable que celui des professions libérales ou des hauts fonctionnaires et des cadres supérieurs. Toute lutte qui met en question la philosophie profonde du système de domination existant et tout combat impliquant un « choix de société », trouveront la plupart des journalistes de l'autre côté de la barricade, solidaires du Capital. C'est triste, mais il vaut mieux en être conscient. Cela éviterait de voir se reproduire continuellement le spectacle de ces responsables ou de ces simples militants de la gauche politique, syndicale et associative, faisant preuve d'une extrême complaisance, quand ce n'est pas d'obséquiosité, envers des représentants du pouvoir médiatique dont il faudrait au contraire dénoncer avec vigueur les mauvais coups au même titre que l'on dénonce ceux du patronat ou du gouvernement. Malheureusement la méconnaissance de la réalité du journalisme et du travail d'information est très profonde dans le public, et beaucoup trop de salariés, y compris chez les enseignants, se laissent abuser par l'imposture journalistique qui est l'une des pires entretenues par le système.

Q.2 - Vous étudiez le travail journalistique depuis plusieurs années. Pensez-vous que les conditions d'exercice du métier aient changé ? Dans ce cas quelles en sont les conséquences ?

R. - Elles n'ont cessé de changer depuis Théophraste Renaudot. Mais ce qui caractérise le stade actuel des médias de presse, c'est le déclin de la presse quotidienne écrite, la prédominance écrasante de la télé et corollairement d'une logique commerciale qui soumet désormais l'information elle-même au despotisme publicitaire. L'activité journalistique proprement dite est passée du stade artisanal au stade industriel. A force de concentration, de

fusions, de rachat des titres, les entreprises de presse ne sont plus que des branches ou des segments de l'investissement à l'intérieur de groupes industriels et financiers appartenant à de grands actionnaires qui se moquent éperdument de la démocratie et de son besoin vital d'information. L'information est devenu un produit d'appel, un support dont la production est soumise aux mêmes exigences de rentabilité que celle de n'importe quelle autre marchandise. Avant l'explosion audio-visuelle des années 60, la presse, essentiellement écrite, comptait encore des dizaines de titres dont l'existence était le gage d'un relatif pluralisme du débat public. Les entreprises de presse occupaient quelques milliers de journalistes qui faisaient grosso modo le même métier, obéissant aux mêmes règles et qui s'adressaient à des publics de lecteurs dont le nombre paraît dérisoire, comparé à l'audience des médias actuels. Aujourd'hui, le pluralisme n'est plus que de façade. La presse est le véhicule par excellence des différentes variantes de la « pensée unique », c'est-à-dire de la non-pensée. Les patrons de presse sont devenus des managers parmi d'autres dont la gestion a pour but suprême non pas la recherche de la vérité et la défense du droit, mais celle du profit. Dans le domaine de la production des biens symboliques comme l'information, la logique économique a les mêmes effets que partout ailleurs : produire plus vite, au moindre coût, pour le marché le plus large possible, un produit standardisé de nature à plaire au plus grand nombre parce qu'il s'adresse à l'affectivité, aux émotions les plus basiques, plutôt qu'aux capacités critiques du public.

Le développement des appareils médiatiques a entraîné un accroissement des effectifs de journalistes. Au cours des dernières décennies leur nombre, recensé par la commission de la carte professionnelle, a presque quadruplé, pour avoisiner actuellement les 40 000. En même temps le métier s'est considérablement diversifié et on trouve aujourd'hui, sous la même étiquette de « journalisme », des activités qui n'ont plus qu'un lointain rapport entre elles, avec pour conséquence un éclatement des habitudes et des attitudes, la disparition de la culture traditionnelle et de ses règles déontologiques, l'effacement de la frontière entre information et communication, le développement d'une concurrence effrénée et d'une mentalité très carriériste-cynique. Mais s'il fallait souligner un trait caractéristique de la situation actuelle, c'est le gouffre existant entre le statut et le sort de la petite minorité, on peut dire la caste, qui tient les leviers du pouvoir médiatique et qui mène une existence aristocratique très gratifiante au sein de l'établissement, et puis la grande masse des exécutants condamnés à une activité routinisée, sans éclat, sans responsabilité et sans créativité. A quoi s'ajoute, pour une fraction en augmentation constante depuis ces dernières années, une terrible précarité. Les entreprises de presse puisent sans vergogne dans le vivier alimenté continuellement par les écoles de journalisme qui jettent chaque année sur le marché de l'emploi des centaines de jeunes diplômé(e)s, dûment conditionné(e)s, prêt(e)s à endurer toutes sortes d'avaries et de privations pour avoir, en CDD, un poste de soutier de l'information à qui on demande de recopier des dépêches d'agence, ou de faire un papier de 1200 signes sur une inauguration de chrysanthèmes ou de promener un micro au ras du trottoir pour un « reportage » de 1 minute 30 secondes. La précarisation de l'emploi journalistique, surtout dans l'audio-visuel, a pris des proportions plus qu'inquiétantes. Mais les « grands journalistes » qui éditorialisent docilement sur la « liberté du travail » ne se préoccupent guère du sort des jeunes corvéables honteusement exploités au sein de leur rédaction. L'augmentation constante du nombre des précaires est un indice parmi d'autres de la dégradation du travail d'information.

Q.3 - Il y a aujourd'hui de moins en moins de journaux d'opinion. L'essentiel de la presse adhère au modèle d'un journalisme neutre et objectif, qui se contente de relater les faits. Du coup, peut-on penser que la presse est moins orientée qu'autrefois ?

R. - Dire qu'il y a de moins en moins de journaux d'opinion n'est vrai que si on parle des journaux d'opinion proprement dits, ceux qui se réclament explicitement d'un courant de pensée bien défini et qui affichent ouvertement leur appartenance idéologique ou politique. Les autres journaux, dits d'information, mettent en avant le respect d'une règle fondamentale et traditionnelle de la presse écrite, qui devrait en principe assurer la séparation rigoureuse des faits et des commentaires. En vertu de cette règle, le journal est censé contenir d'une part, sous forme d'articles divers, une relation la plus objective et la plus neutre possible des faits et des événements, et d'autre part, sous forme d'éditos par exemple, nettement distincts de la relation des faits, de libres commentaires exprimant les opinions et les prises de position des journalistes et de leur journal, de telle sorte qu'il ne saurait y avoir de confusion dans l'esprit du lecteur. On laisse parler les faits et ensuite seulement on dit ce qu'on en pense. C'est ce qu'on pourrait appeler la vision positiviste du journalisme.

On a là le type même de la règle formelle condamnée à être constamment bafouée dans la pratique effective. D'abord parce que les rédacteurs ne se préoccupent pas toujours de la respecter. Ensuite pour une raison tout à fait fondamentale, de nature épistémologique peut-on dire, dont le développement de la connaissance scientifique a permis de prendre conscience : les faits ne parlent pas. Nulle part et à aucun moment les faits n'ont quelque chose à dire. Et s'ils semblent dire quelque chose, c'est parce qu'on les fait parler, qu'on interroge la réalité à partir d'hypothèses, de pré-notions, d'habitudes, de croyances, bref, de tout un savoir préalable commandant une certaine mise en perspective, un certain point de vue. De sorte que ce que nous appelons les faits, dans une situation donnée, c'est ce que pour des raisons et des intérêts qui nous sont propres et dont nous n'avons pas forcément conscience, nous percevons de cette situation. Les faits ne sont pas le point de départ, mais le point d'arrivée du travail d'information. Les faits sont faits. Quand on fait de la recherche, dans un laboratoire, on prend d'infinies précautions, au moyen de dispositifs et de protocoles compliqués, pour éviter, quand on interroge la

réalité, de lui faire dire ce qu'on a envie ou intérêt qu'elle dise. Et même ainsi il arrive qu'on fasse dire à la réalité ce qu'elle ne dit pas et qu'on établisse des faits qui n'en sont pas. Alors imaginez, quand on fait du journalisme dans une salle de rédaction, sous la pression de l'actualité, dans le feu de l'action, en face d'événements qui vous interpellent personnellement dans vos convictions, vos intérêts, vos sympathies et vos appartenances !... Ce n'est même pas une question d'honnêteté personnelle. Les journalistes les plus honnêtes font parler les faits, à leur insu même. Les plus cultivés le savent et se gardent bien de parler d'objectivité. Les plus malins, ou les plus sophistes, comme au journal Le Monde, vont même jusqu'à dire, dans un demi-aveu : « nous ne sommes pas un journal d'opinion, mais un journal d'opinions », comme si le simple fait de mettre le mot au pluriel pouvait dédouaner le journal de sa partialité et lui rendre une impossible virginité. On pourra euphémiser tant qu'on voudra, il n'en restera pas moins que tous les journaux sont des journaux d'opinion. Tous ont une orientation idéologico-politique, déclarée ou déguisée. Et comme tous les gens bien informés commencent à le savoir, cette orientation consiste aujourd'hui à présenter la vision néo-libérale de la société, à laquelle adhère le milieu journalistique, comme la seule acceptable, ou plus exactement à présenter en guise de vision acceptable, la seule vision néo-libérale, sans même avoir à la qualifier de néo-libérale. Ainsi la presse nous a-t-elle seriné à satiété que l'allongement de la durée du travail était objectivement inévitable. Que les retraites puissent être financées aussi par des prélèvements sur les profits spéculatifs, les stock-options, etc., voilà une idée à laquelle un entendement journalistique normalement constitué reste imperméable. Cela étant, il peut bien y avoir d'une équipe rédactionnelle à l'autre, de Libé au Figaro, d'Europe1 à France Inter, de TF1 à France2, des différences d'appréciation sur un point donné, des fluctuations dans l'analyse, ce ne sont jamais que des nuances dans le consensus, des variations distinctives et distinguées sur le thème de l'acceptation de l'ordre établi. La malhonnêteté consiste, dans ces conditions, à cultiver encore le mythe de la neutralité et de l'impartialité de la presse d'information. Celle-ci, dans son ensemble, et à l'exception de quelques îlots vestigiaux de pensée critique, n'est plus qu'une vaste machine à endoctriner, à décerveler et à développer le larbinisme social au service des puissants. Tout programme de gouvernement de gauche sérieux et conséquent devrait prévoir la mise en place d'une Information Nationale pour les mêmes raisons qu'il y a une Education Nationale.

Q.4 - Sur la question des retraites, on ressent un décalage important entre une majorité de la population active qui aspire à partir le plus tôt possible et une minorité prête à travailler plus longtemps car elle exerce des activités plus agréables ou valorisantes. N'est-on pas ici face à un exemple de l'idéologie des « classes moyennes » dont vous parlez dans votre dernier livre ?

R. - Pour les raisons historiques et surtout sociologiques indiquées dans mon ouvrage, on peut en effet considérer que cette énorme population qu'il est convenu d'appeler « classes moyennes », est, sous certains rapports, une population homogène, dotée à des degrés variables suivant la fraction concernée, des mêmes propriétés fondamentales liées à la position commune dans l'entre-deux social, tandis que, sous d'autres rapports, elle apparaît comme une population composite et hétérogène présentant des propriétés très différentes selon le degré de proximité (ou d'éloignement) du pôle positif ou du pôle négatif de la domination sociale. Plus on s'élève dans la hiérarchie des positions moyennes et plus importantes sont les gratifications matérielles et symboliques obtenues ou espérées, plus substantielles les retombées effectives ou escomptées de la collaboration avec les classes dominantes et dirigeantes. C'est pourquoi, dans un mouvement social de grande envergure, qui mobilise de nombreuses fractions salariées des classes moyennes, on assiste à l'apparition de clivages et de contradictions entre les intérêts des uns et des autres. Il n'est pas surprenant que les salariés exerçant les activités les plus gratifiantes soient moins hostiles que les autres à la perspective de travailler plus longtemps. C'est sans doute un calcul à courte vue, mais c'est ainsi que les gens fonctionnent. C'est bien avant que se déclenche une grève qu'il faudrait élever le niveau de conscience des travailleurs, pour qu'ils puissent raisonner au-delà de leurs seuls intérêts catégoriels.

Q.5 - Vous expliquez souvent que le travail d'un militant qui veut transformer la société porte autant sur le « dedans » que sur le « dehors ». Que voulez-vous dire par là ?

R. - C'est une question à laquelle il est difficile de répondre en quelques phrases quand on y a consacré des chapitres et des pages. Je me bornerai donc à dire que si on prend au sérieux les enseignements de la science sociale, il faut bien admettre que le monde social n'est pas seulement à l'extérieur et autour des individus, mais qu'il est aussi, et parfois surtout, à l'intérieur de chacun d'eux. Dire que les êtres humains sont des êtres socialisés c'est dire que toute société, petite ou grande, archaïque ou moderne, traditionnelle ou développée, façonne le(s) type(s) d'individu(s) dont elle a besoin pour durer, se reproduire socialement d'une génération à l'autre. Il en va de notre société capitaliste comme de n'importe quelle autre. Elle ne pourrait pas se reproduire si par toutes sortes de voies et de dispositifs, dont la liste serait trop longue à faire ici, elle ne parvenait à construire, à l'intérieur des individus, un modèle d'humain que par commodité on peut appeler « homo oeconomicus capitalisticus », c'est-à-dire un homme ou une femme disposé dès l'enfance à considérer que le but principal de l'existence, conditionnant tout le reste, c'est de gagner toujours plus d'argent pour acheter et consommer toujours plus de marchandises et qu'on gâche sa vie si on n'y parvient pas. Que deviendrait la société capitaliste si, par un coup de baguette

magique, on changeait radicalement les mentalités, les rêves, les ambitions, les désirs, les appétits, bref la psychologie, la morale et la philosophie que ses membres ont intériorisées au plus profond d'eux-mêmes avant même d'être capables d'en prendre conscience ? Elle s'effondrerait. Mais ce risque est nul dans l'état actuel des choses. Les sujets de la société capitaliste sont si bien conditionnés qu'on peut même assister à des choses aussi paradoxales que, par exemple, le fait qu'une foule de salariés modestes, ayant souvent le cœur à gauche et critiquant volontiers le capitalisme, obéissent quand même au mot d'ordre « enrichissez-vous » en plaçant leurs petites économies dans des contrats d'assurance-vie et autres « produits financiers » dont on leur fait miroiter un intérêt très supérieur à celui de la Caisse d'épargne. Ils savent bien que de tels intérêts ne peuvent être rapportés que par des placements boursiers spéculatifs dont ils dénoncent par ailleurs l'immoralité. Mais ils agissent comme s'ils ne le savaient pas, parce qu'en fait leur socialisation a installé en eux une aptitude à se duper soi-même, à s'illusionner, à se raconter des histoires, une sorte de volonté de ne pas savoir, d'ignorer ce qui les dérange. La vie sociale serait d'une épouvantable et insupportable violence sans une dose massive de faux-semblant, sans une mise en scène appropriée des rapports de force. Encore faut-il que les institutions, les mécanismes, les appareils (comme les médias) travaillant à la production de cette mise en scène, trouvent en face d'eux des partenaires disposés à participer, à collaborer à la grande illusion, un public conquis qui adhère à la représentation parce que la logique du système qui, au départ, lui était extérieure, s'est intégrée à son être personnel et le commande de l'intérieur, lui donnant ainsi le sentiment de faire librement ce qu'il fait.

Dans ces conditions, si on veut changer le système, il ne faut pas se contenter de lutter contre ses structures extérieures et ses aspects objectifs, (l'Etat capitaliste, le pouvoir des entreprises, les marchés financiers, la privatisation des richesses créées collectivement, les inégalités, etc.). Il faut aussi lutter contre ce que le système a fait de nous, de notre vie intérieure, de notre vie intime, les aspects subjectifs qu'il a installés et développés en nous et sans lesquels il ne pourrait fonctionner. On ne peut pas plus séparer le dehors et le dedans de l'individu qu'on ne peut séparer le verso et le recto d'une feuille de papier.

Tout cela se comprend aisément, parce que c'est logique. Mais c'est beaucoup plus difficile à réaliser en pratique. Nous sommes trop investis, trop compromis dans le fonctionnement de notre monde social. Trop de liens nous attachent à notre insu même à l'ordre établi. On ne peut les trancher tous et d'un seul coup. Il y faut du temps, de l'obstination et de la force d'âme. Mais on arrive bien à s'arrêter de boire, de fumer, de se droguer. Pourquoi serait-on condamné à rester un suppôt du capitalisme, dès lors qu'on a vraiment pris la mesure de sa malfaisance et qu'on veut sérieusement rompre avec lui, avec l'aide des autres. Après tout, on n'entre pas dans la lutte pour tuer le temps.

En tout cas, c'est l'alternative dans laquelle est placée aujourd'hui la gauche. Ou bien elle renonce définitivement à lutter contre le système sous toutes ses formes, comme le lui conseillent Rocard, Delors et autres caciques sociaux-libéraux. C'est ce qu'une partie des classes moyennes semble avoir choisi de faire, en s'installant le plus confortablement possible dans le système, à l'enseigne d'« Après-nous-le-Déluge ». Ou bien elle se bat pour un socialisme digne de ce nom, mais dans ce cas il faut avoir la lucidité et le courage de changer le monde social là où il se trouve, c'est-à-dire dehors et dedans, inséparablement, parce que « mettre du vin nouveau dans de vieilles outres » n'a jamais donné de bons résultats.

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.les-renseignements-genereux.org**